

POUVOIR ADJUDICATEUR : **Université Grenoble Alpes**

OPERATION : **Smart Campus Réhabilitation du bâtiment STENDHAL**

# MARCHE DE CONTROLE TECHNIQUE

## ANNEXE 1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT

### CONDITIONS ET CLAUSES PARTICULIERES PROPRES

### AU MARCHE SUBSEQUENT

**OBJET DU MARCHE : Mission de Contrôle technique**

Ce document vient compléter la convention d'accord cadre au regard des données spécifiques de l'opération du marché subséquent, notamment sur le programme des travaux, les conditions générales et les missions et délais du contrôleur technique.

Pour une meilleure lecture, les numéros d'article sont identiques à ceux de l'accord cadre, tout en étant adaptés au marché subséquent.

#### ARTICLE 1. CONTRACTANTS

Voir convention d'accord-cadre.

#### ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE SUBSEQUENT

L'article 2 – objet de l'accord-cadre / exigences techniques, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :

##### **2.1. Définition de l'opération**

Le bâtiment Stendhal a subi peu de travaux de gros entretien ou de requalification (sauf sur les amphithéâtres nord et sud, et l'ensemble des toitures récemment) depuis sa construction entre 1965-1967.

Sa réhabilitation et sa modernisation contribueront à valoriser et optimiser le patrimoine immobilier qu'il constitue. L'opération répond en outre au projet stratégique de l'établissement adopté, pour la période 2016- 2020, dans la mesure où il contribuera :

- Redonner du sens et de la rationalité à l'occupation du bâtiment en regroupant physiquement d'une part les entités (laboratoires, UFR, ...) et d'autre part les locaux dédiés à l'enseignement dans les étages inférieurs en priorité pour limiter la circulation d'un grand nombre d'étudiants dans les étages supérieurs,
- Accompagner le développement des laboratoires de recherche des disciplines lettres, arts, langues et langage (LIDILEM, Litt&Arts, ILCEA4) en modernisant et adaptant leurs locaux,

- Moderniser les espaces d'enseignement pour permettre l'accueil de pédagogies multiformes, y compris innovantes (travail en groupe, équipements de connexion / interactivité renforcés pour certaines salles),
- Créer / aménager des espaces de travail multiformes, en libre accès et en accès contrôlé, pour les étudiants,
- Finaliser la mise en accessibilité des parties du bâtiment concernées par ces usages (c'est-à-dire les locaux accessibles aux étudiants non encore traités).

### Spécificités du projet

#### 1) Travaux en site occupé :

Compte-tenu des fonctions et des effectifs abrités dans le bâtiment, les travaux devront se faire en site "global" occupé : les zones de travaux seront vidées de leurs occupants mais les activités seront maintenues (bureaux et salles de cours) dans le reste du bâtiment. Des précautions seront donc nécessaires pendant toute la durée du chantier pour limiter au maximum les nuisances engendrées par le chantier (essentiellement bruit, poussière).

#### 2) Périmètre large :

Le bâtiment Stendhal est fait de 12 bâtiments différents (hors les bâtiments P, L et les bâtiments des amphithéâtres nord et sud)). Les travaux sont susceptibles de porter sur 10 d'entre eux, les uns après les autres. Le périmètre des interventions est donc potentiellement très étendu. Cet élément induit une nécessaire gestion de chantier très fine pour le respect des conditions d'évacuation incendie avec plusieurs zones neutralisées pour le chantier. La surface totale impactée par les travaux est de l'ordre de 12 000 m².

### Éléments d'appréciation de l'opération et conditions d'intervention du titulaire

Domaine : ☐ Bâtiment neuf ☒ Réhabilitation

Montant estimé des travaux (€HT)	<b>Tranche ferme : 2 400 000 €HT</b> <b>Tranche Optionnelle : 2 000 000 €HT</b>
Date prévue pour le début de l'intervention du contrôleur technique	<b>mai 2021 (en phase APS de la MOE)</b>
Date prévue pour le début des études MOE	<b>Février 2020</b>
Délai prévu pour l'exécution des études	22 mois (jusqu'à décembre 2021) MOE <b>8 mois (jusqu'à décembre 2021) CT</b>
Date prévue pour le début des travaux	<b>Juin 2022</b>
Délai prévu pour l'exécution des travaux	<b>Tranche ferme : 12 mois (hors désamiantage) Juin 2022 à juin 2023</b> <b>Tranche Optionnelle : 12 mois (hors désamiantage) juin 2023 à juin 2024</b>
Nombre d'entreprises (y compris sous-traitants) prévisible	<b>25</b>
Nombre de lots (estimation)	<b>13</b>

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché est de **37 mois** à compter de la date fixée par l'OS qui prescrira de commencer les prestations.

### Décomposition en tranches

☐ Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

☒ Le présent marché comportera une tranche ferme et 1 tranche optionnelle définies comme suit :

tranche ferme : 2 400 000 €Ht

- Conception jusqu'en APD pour les travaux relevant des tranches ferme et optionnelle ,

- Poursuite de la conception et suivi des travaux jusqu'à la fin de l'année de parfait achèvement pour les travaux de tranche ferme

tranche optionnelle 1 : 2 000 000 €HT

- Fin de la conception (PRO/DCE) et suivi des travaux jusqu'à la fin de l'année de parfait achèvement pour les travaux de la tranche optionnelle.

### **Autres particularités de l'opération**

Travaux en site global occupé

## **2.2. Maîtrise d'ouvrage / intervenants**

**La maîtrise d'Ouvrage est assurée par l'Université Grenoble Alpes**

- ☒ directement,
- ☐ ou assisté d'un conducteur d'opération ou d'un Assistant à Maîtrise soit d'ouvrage,
- ☐ ou par un mandataire au nom et pour le compte du Maître d'Ouvrage.

Dans ce dernier cas, il est précisé qu'en application de la convention de mandat qui lie le mandataire au maître d'ouvrage :

☐ En aucun cas, le mandataire ne pourra agir en justice, tant en demande qu'en défense, pour le compte de l'Université mandante. Cette interdiction vise notamment les actions contractuelles, sauf en cas d'urgence, pour les actions conservatoires et interruptives de déchéance relatives aux missions confiées.

☐ Le mandataire représentera l'Université en justice, tant en demande qu'en défense, pour toute action contractuelle liée à l'exécution d'un marché signé par elle ; en revanche, le mandataire ne pourra agir en justice pour une action en responsabilité biennale et décennale.

La délégation ne fait pas obstacle au droit pour le mandant d'agir lui-même, tant en demande qu'en défense.

**Les autres prestataires déjà désignés sur l'opération sont :**

- MOE qui intègre la mission OPC
- Un coordonnateur SPS sera désigné ultérieurement.

## **2.3. Missions du contrôleur technique**

### **2.3.1. Missions et phases d'intervention du contrôleur technique**

Le contrôleur technique est titulaire des missions suivantes :

- ☒ la **mission L** portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- ☒ la **mission LE** portant sur la solidité des existants ;
- ☒ la **mission S** comprenant à minima la mission STI portant sur la sécurité des personnes dans les constructions pour un établissement relevant du Code du Travail complétée par la mission SEI portant sur la sécurité des personnes dans les constructions pour un établissement recevant du public si le bâtiment objet de l'intervention est ou sera classé ERP ;
- ☒ la **mission PS** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ;
- ☒ la **mission P1** relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- ☒ la **mission F** relative au fonctionnement des installations ;
- ☒ la **mission Pha** relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation ;
- ☒ la **mission Phe** relative à la limitation du bruit dans les bâtiments d'enseignement ;
- ☒ la **mission Th** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- ☒ la **mission Hand** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
- ☒ la **mission ATT HAND** relative aux vérifications spécifiques et la délivrance de l'attestation constatant que les travaux soumis à permis de construire respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées ;
- ☐ la **mission Av** portant sur la stabilité des avoisinants ;
- ☐ la **mission HYSa** relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments autres que d'habitation ;
- ☐ la **mission GTB** relative à la gestion technique du bâtiment ;
- ☐ la **mission PV** relative au récolement des procès-verbaux COPREC des installations techniques ;

- ☒ la **mission VIEL** relative à la vérification des installations électriques.

Ainsi que des missions particulières suivantes :

☐ **Aménagements réalisés par les exploitants ou occupants de locaux**

Sont soumis au contrôle technique, au titre de la mission S, les aménagements réalisés par les exploitants avant l'ouverture des établissements ou l'occupation des locaux, ainsi que ceux réalisés par le maître de l'ouvrage qui ne sont pas compris dans les marchés de la construction communiqués au contrôleur technique.

☐ **Equipements spécifiques des activités professionnelles**

Sont soumis au contrôle technique, au titre de la mission confiée au contrôleur technique, les équipements spécifiques des activités professionnelles (tels que ponts roulants, ponts élévateurs, chaînes de convoyage, installations scéniques, manèges et attractions de loisirs), désignés dans le marché de contrôle ou par voie d'avenant.

☐ **Assistance aux essais et aux analyses réalisées en laboratoire par les constructeurs**

L'intervention du contrôleur technique est réalisée conformément aux modalités fixées dans le marché de contrôle technique ou par voie d'avenant (nature des produits ou matériaux objet de l'intervention ; nature des essais et analyses ; localisation du laboratoire).

☐ **Visites en usines pour les produits ne disposant pas d'un certificat de qualité ou d'une norme NF**

L'intervention du contrôleur technique est réalisée conformément aux modalités fixées par le marché de contrôle technique ou par voie d'avenant (nature des produits, localisation de l'usine). Cette prestation ne s'étendant pas à l'analyse du processus de fabrication, la date de fabrication des produits destinés à être incorporés à la construction réalisée par le maître d'ouvrage devra être communiquée au contrôleur technique.

- ☐ **Mission CONSUEL** relative à la vérification de la conformité des installations électriques préalablement à leur mise sous tension.

☐ **Autre :**

Le contrôleur technique interviendra pendant les phases suivantes

➤ **Phase 1 – Programmation / consultation des concepteurs**

- ☐ Phase 1.0 : Analyse des contraintes résultant des exigences et objectifs du programme
- ☐ Phase 1.1 : Analyse technique des propositions des concepteurs consultés (sur dossiers d'esquisses en phase concours ou dossier similaire visant à sélectionner le maître d'œuvre)

➤ **Phase 2 – Etudes**

- ☐ Phase 2.0 : Examen des documents du dossier d'Esquisse (ESQ) et/ou Diagnostic (DIA) dans le cadre d'un projet de réhabilitation avec rédaction d'un rapport d'analyse argumenté ;
- ☒ Phase 2.1 : Examen des documents du dossier d'APS avec rédaction d'un rapport d'analyse argumenté ;
- ☒ Phase 2.2 : Examen des documents du dossier d'APD avec rédaction d'un rapport d'analyse argumenté ;

➤ **Phase 3 – Dossier de Consultation des Entreprises**

- ☒ Phase 3 : Examen des documents de conception constituant le DCE se concrétisant par l'établissement du Rapport Initial de Contrôle Technique ;

➤ **Phase 4 – Exécution des travaux**

- ☒ Phase 4.1 : Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants ;
- ☒ Phase 4.2 : Suivi de l'exécution des travaux et examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants ; Vérification de la réalisation d'autocontrôles par les entreprises

➤ **Phase 5 – Réception des travaux**

- ☒ Phase 5 : Établissement du rapport final de contrôle technique avant réception, du rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux et assistance lors de(s) la visite(s) des sous-commissions de sécurité et d'accessibilité ;

➤ **Phase 6 – Période de parfait achèvement**

- ☒ Phase 6 : Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

### **2.3.2. Exigences particulières du marché subséquent**

**Sont réputées comprises dans le marché du contrôleur technique et dans les missions décrites ci-dessus l'ensemble des prestations suivantes :**

Si la phase 1.1 ci-dessus est cochée, le contrôleur technique participera à l'analyse du concours de maîtrise d'œuvre entre les 3 équipes retenues dans un premier temps par le maître d'ouvrage et assurera l'étude des projets avec production d'un rapport et participation aux réunions de la commission technique (prévision 2 réunions). A noter que ce rapport pourra être transmis aux concepteurs qui seront invités à fournir un mémoire complémentaire en réponse. Le contrôleur technique aura également pour mission d'analyser ces rapports complémentaires.

☒ Le contrôleur technique établira les notices de sécurité et accessibilité nécessaires au dépôt du permis de construire.

☒ Le contrôleur technique effectuera les vérifications indispensables à toutes les phases de l'opération et l'établissement d'autant d'attestations finales HAND que nécessaire, selon l'article R111-19-27 du Code de la Construction et de l'Habitat.

☒ Le contrôleur technique participera autant que de besoin aux réunions de coordination, tant en phase études qu'en phase travaux, avec au minimum 1 participation mensuelle à une réunion de chantier durant toute la durée de l'opération et des visites de contrôle ciblées tout au long des travaux.

☒ Le contrôleur technique participera aux groupes de visite de la commission de sécurité et en cas de livraison par phases des bâtiments, la préparation de rapports finaux par phase.

☒ Le contrôleur technique assistera le Maître d'Ouvrage pour la levée des réserves prononcées lors de la réception des travaux, pour la levée des réserves formulées dans les rapports finaux et la rédaction des rapports sans réserve.

☒ Le contrôleur technique assistera le Maître d'Ouvrage pendant la période de parfait achèvement comprenant à minima, une visite de contrôle par trimestre durant cette période de parfait achèvement (y compris prolongation éventuelle) et la rédaction des avis et rapports concernant les problèmes signalés au cours de cette période.

Il est demandé au contrôleur technique de participer à :

- ☐ toutes les réunions de chantier  
☒ aux réunions de chantier avec une fréquence moyenne de 1 réunion sur 4

A l'issue de chaque réunion, un rapport de visite sera transmis au Maître d'Ouvrage.

## **ARTICLE 3. MODE DE DEVOLUTION DE L'ACCORD CADRE**

Sans objet pour le présent marché subséquent.

## **ARTICLE 4. LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES DU PRESENT MARCHE SUBSEQUENT**

L'article 4 – objet liste des pièces contractuelles de l'accord cadre et des marchés subséquents, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :

Le présent marché subséquent est constitué des pièces suivantes :

- L'acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes :
  - Annexe 1 - conditions et clauses particulières propres au marché subséquent
  - Annexe 2 - Cadre de décomposition du temps d'intervention et du prix forfaitaire

- La note méthodologique remise par le titulaire dans le cadre du marché subséquent,
- La convention d'accord-cadre et ses annexes suivantes :
  - Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires Plafonds
  - Temps minimal d'intervention
- La note méthodologique remise par le titulaire dans le cadre de l'accord cadre

Les documents visés ci-dessus prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés subséquents : CCAG PI approuvé par arrêté du 16/09/2009;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de contrôle technique (Décret no 99-443 du 28 mai 1999) et ses annexes
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

## ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE SUBSEQUENT ET DELAIS

L'article 5 – durée de l'accord cadre et des marchés subséquents, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :

### Durée du marché et reconduction

La durée globale d'exécution prévisionnelle du présent marché est **49 mois**, y compris l'année de parfait achèvement.

Le marché

- ☒ ne sera pas reconduit  
☐ pourra être reconduit selon les modalités suivantes :

## ARTICLE 6. MONTANT ESTIME DE L'ACCORD CADRE

Sans objet pour le présent marché subséquent.

## ARTICLE 7. PRIX DE L'ACCORD CADRE

Sans objet pour le présent marché subséquent.

## ARTICLE 8. CONTENU DES PRIX DU MARCHE SUBSEQUENT

L'article 8 – nature et contenu des prix, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :

### Contenu des prix

La rémunération comprend un nombre forfaitaire de 4 vacations indiqué à l'annexe 1 du présent Acte d'Engagement, et les déplacements correspondants pendant la période de garantie de parfait achèvement.

### Forme des prix

Le mois d'établissement de l'offre est : **Avril 2021** – mois MS-0.

La durée globale du marché (études et travaux, hors année de parfait achèvement) est :

- ☐ inférieure à 12 mois : les prix du marché subséquent sont fermes  
☒ supérieure à 12 mois : les prix du marché subséquent sont révisables

## ARTICLE 9. FORME ET MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENT

Les éléments propres à la consultation du présent marché subséquent sont indiqués dans le règlement de la consultation ou dans la lettre de consultation.

## ARTICLE 10. CONDITIONS DE REPONSE AUX MARCHES SUBSEQUENTS

Les éléments propres à la consultation du présent marché subséquent sont indiqués dans le règlement de la consultation ou dans la lettre de consultation.

## ARTICLE 11. AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT

L'article 11 – avance, garantie de paiement, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :

### Avance

Le marché

- ☐ ne fait pas l'objet d'une avance  
☒ fait l'objet d'une avance au taux de 5 %, selon les modalités indiquées à l'article 11 de la convention d'accord-cadre.

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une avance :

Le Titulaire unique, ou le mandataire du groupement conjoint .....	<input type="checkbox"/> accepte de percevoir l'avance <input type="checkbox"/> refuse de percevoir l'avance
3 <sup>ème</sup> cotraitant, l'entreprise .....	<input type="checkbox"/> accepte de percevoir l'avance <input type="checkbox"/> refuse de percevoir l'avance
4 <sup>ème</sup> cotraitant, l'entreprise .....	<input type="checkbox"/> accepte de percevoir l'avance <input type="checkbox"/> refuse de percevoir l'avance
NB : Si aucune case ci-dessus n'est cochée, il sera considéré que l'avance est refusé par le titulaire et les éventuels cotraitants.	

## ARTICLE 12. RESPONSABLE TECHNIQUE / SOUS TRAITANCE

L'article 12 – responsable technique, sous-traitance, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé au présent acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG PI. Notamment, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

#### ARTICLE 13. RETENUE DE GARANTIE – GARANTIE PARTICULIERE

L'article 13 – retenue de garantie – garantie particulière, n'est pas modifié.

#### ARTICLE 14. REGLEMENT, DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

L'article 14 – règlement, délais de paiement et intérêts moratoires, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :

Sans objet.

#### ARTICLE 15. CESSION - NANTISSEMENT

L'article 15 – cession – nantissement, n'est pas modifié.

#### ARTICLE 16. ASSURANCES

L'article 16 – assurances, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :

Sans objet.

#### ARTICLE 17. DELAIS DE REALISATION DES PRESTATIONS :

##### Délais d'établissement des documents d'études

Les délais d'établissement des documents à fournir par le titulaire sont de :

Liste des documents	Délais d'établissement	Fait générateur
Rapport sur APS	8 jours	Remise de l'APS
Rapport sur APD	8 jours	Remise de l'APD
Notices de sécurité ou d'accessibilité (dans le cas d'une MOE interne UGA)	10 jours	Demande du maître d'ouvrage
Rapport initial de contrôle technique	10 jours	Remise du DCE
Rapport final de contrôle technique	4 jours	Après visite des OPR
Rapport mission VIEL	10 jours	Après visite des OPR
Compte rendus de visite	3 jours	Après visite sur le chantier
Réponse à une interrogation ciblée du MOE ou du MOA	3 jours	Demande du MOE ou du MOA
Compte rendus examen de documents	7 jours	A réception des documents transmis par la maîtrise d'œuvre ou les entreprises



Les modalités d'acceptation par le maître d'ouvrage des documents produits par le titulaire sont définies à l'article 19.

Les éventuelles mises à jour des rapports listés ci-dessus seront à réaliser dans **les délais associés divisés par 2** (par exemple, 5 jours pour la mise à jour d'un RICT). Le décompte de ces délais débutera le jour la demande de mise à jour formulée par le représentant du maître d'ouvrage.

En cas de non respect des délais de rédaction ou de mise à jour des rapports, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 17.2 de la convention d'accord cadre.

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- ☒ par mail aux adresses indiquées à l'article 1 de l'acte d'engagement,
- ☐ par courrier simple à l'adresse indiquée à l'article 1 de la présente convention,
- ☐ par courrier recommandé à l'adresse indiquée à l'article 1 de la présente convention.

## ARTICLE 18. PENALITES - PRIMES

L'article 18 – pénalités - primes, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :

Sans objet;

## ARTICLE 19. RECEPTION DES DOCUMENTS ET ACHEVEMENT DE LA MISSION DES MARCHES SUBSEQUENTS

L'article 19 – réception des documents et achèvement de la mission des marchés subséquents, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :

Sans objet.

## ARTICLE 20. RESILIATION - RESPONSABILITES

L'article 20 – résiliation - responsabilité, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :

Sans objet.

## ARTICLE 21. UTILISATION DES RESULTATS

L'article 21 – utilisation des résultats, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :

Sans objet.

## ARTICLE 22. PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

L'article 22 – pièces à produire par le cocontractant, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :

Sans objet.

## ARTICLE 23. REGLEMENT DES DIFFERENTS ET DES LITIGES

L'article 23 – règlement des différends et des litiges, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :

Sans objet.

## ARTICLE 24. CLAUSES DE REEXAMEN

L'article 24 – clauses de réexamen, est complété de la façon suivante pour le présent marché subséquent :  
Sans objet.

## ARTICLE 25. AUTRES MENTIONS

Sans objet.